

METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **9 – 19 mai 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés.**

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Le territoire de Kalehe, dans la partie nord de la province du Sud-Kivu, est confronté à une crise humanitaire aggravée par un conflit armé persistant. La crise actuelle du M23 dans la province du Nord-Kivu a encore compliqué la situation déjà instable, entraînant un déplacement massif de personnes du Nord-Kivu vers Kalehe et la fermeture de la route reliant Minova (Kalehe) au Nord-Kivu et à la capitale provinciale de Goma. La situation à Kalehe se caractérise par une détérioration de l'accès aux moyens de subsistance, tant pour les populations déplacées que pour les populations d'accueil, une aggravation des conditions de vie et des préoccupations croissantes en matière de protection. L'intensification des combats depuis le début du mois de mai 2024 dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu (groupements de Mupfunyi Matanda, Mupfunyi-Kibabi, Mupfunyi-Shanga et Ufamandu) a entraîné des déplacements préventifs des populations locales vers le Sud-Kivu, en particulier vers les communautés de Mbinga-Nord, Buzi, Kalima et Ziralo. Les personnes déplacées se sont installées dans la communauté d'accueil ainsi que dans des centres collectifs à travers une région qui a déjà reçu plusieurs vagues de personnes déplacées au cours des derniers mois. Les systèmes d'aide humanitaire et communautaire sont de plus en plus sous pression dans les zones de refuge où l'assistance est très limitée et où les ressources disponibles localement dans le territoire de Kalehe sont insuffisantes. La situation sécuritaire dans la région reste imprévisible, limitant l'accès humanitaire dans la majeure partie du territoire de Kalehe, dans les groupements de Buzi, Ziralo et Alima.

DONNÉES DETAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Groupement	Ménage	Individus	Homme	Femme	Enfant <5
BUZI	8 605	48 382	19 726	28 656	7 079
KALIMA	2 582	12 503	5 001	7 502	1 875
MBINGA NORD	1 905	9 633	4 221	5 412	1 422
ZIRALO	1 359	7 266	2 903	4 363	1 028
TOTAL	14 451	77 784	31 851	45 933	11 404

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT

77 783 INDIVIDUS DÉPLACÉS

14 451 MENAGES DÉPLACÉS

45 933 FEMMES DÉPLACÉES

31 851 HOMMES DÉPLACÉS

CONFLITS ARMÉS

Mai 2024

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD-KIVU
TERRITOIRE	KALEHE
CHEFFERIE	BUHAVU

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

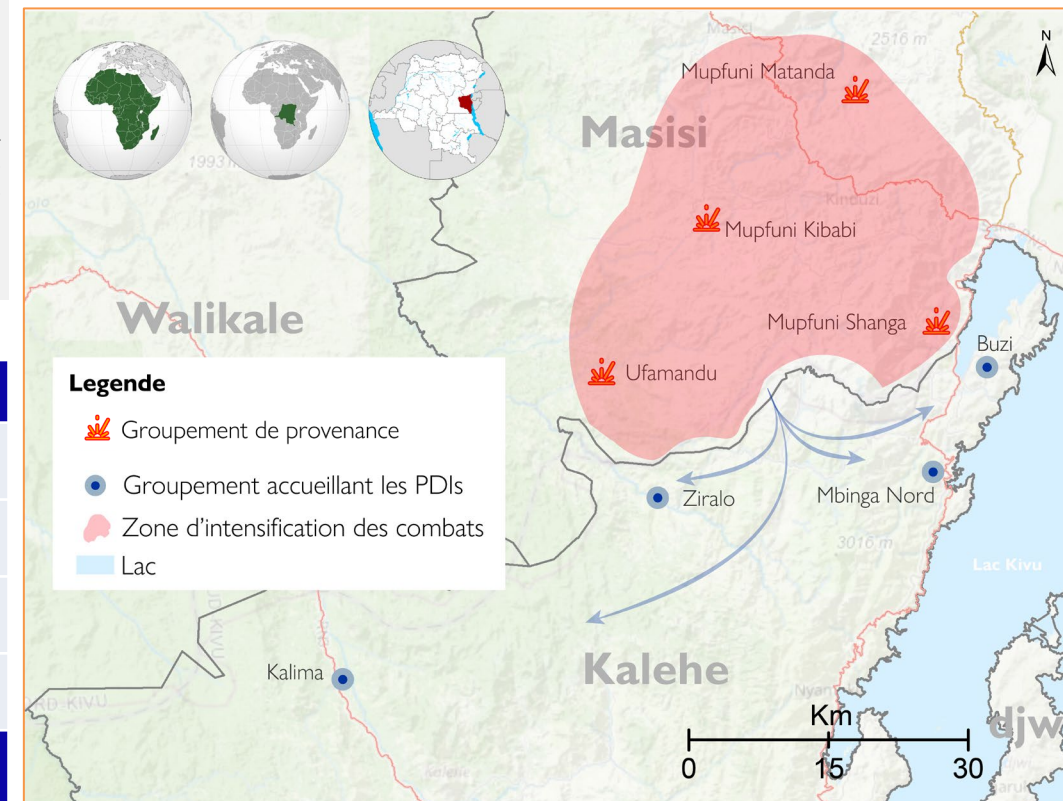
1 **NOURRITURE**

2 **AMÉs**

3 **ABRIS**

4 **SANTE**

5 **WASH**



OBSERVATION & ANALYSE



Depuis le 1er mai 2024, l'extension des affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et le groupe armé M23 a déplacé un total de 14 451 ménages comprenant 77 784 personnes, des zones touchées par le conflit actif au Nord-Kivu ou à proximité, vers des zones relativement stables à Kalehe. La majorité des personnes déplacées se sont installées dans des communautés d'accueil, une minorité vivant dans des centres collectifs/sites de déplacement spontané.

Ces nouveaux arrivants s'ajoutent aux plus de 100 000 personnes nouvellement arrivées sur le territoire de Kalehe depuis le début de l'année 2024, ce qui entraîne une forte pression sur la communauté d'accueil. Ces chiffres pourront être actualisés en fonction des mouvements de population en cours. Il est à noter qu'un grand nombre de personnes déplacées n'ont reçu aucune assistance et vivent dans des conditions très alarmantes.



La majorité des ménages déplacés dans la zone vivent dans la communauté d'accueil. Parmi les personnes déplacées dans les sites de déplacement/centres collectifs, la plupart vivent dans des écoles, des églises et des hangars en raison de l'absence d'abris adéquats. Cette situation a conduit à des conditions de vie surpeuplées et dangereuses pour la plupart d'entre elles. La capacité d'accueil des personnes déplacées est de plus en plus limitée dans la plupart des localités.

La grande majorité des ménages (environ 80 %) ont déclaré avoir dû abandonner une grande partie de leurs biens personnels au cours de leur déplacement. Cela met en évidence un besoin prioritaire d'articles ménagers essentiels parmi les personnes déplacées dans les différentes zones d'arrivée.



La population déplacée est confrontée à une insécurité alimentaire persistante dans la zone d'accueil en raison de l'absence de moyens de subsistance pour la plupart des ménages. Les principales activités de subsistance dans les zones déplacées sont l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. Étant donné que les populations déplacées n'ont pas accès à la terre, les activités de subsistance sont difficiles.

De plus, la fluctuation des prix des denrées alimentaires et la rareté des produits de première nécessité sur les marchés se font sentir avec l'afflux continu de personnes déplacées dans la région. L'absence d'amélioration de la situation sécuritaire pourrait alimenter de nouveaux déplacements dans la région, augmentant la pression sur des ressources et des infrastructures déjà limitées.

OBSERVATION & ANALYSE



D'une manière générale, les personnes déplacées ont accès aux centres de santé. Les formations sanitaires humanitaires de Kalungu (groupement de Buzi) sont actuellement en rupture de stock de certains médicaments, principalement en raison de la détérioration de l'accès humanitaire, et donc de la capacité de transport, suite à la dégradation de la situation sécuritaire. Le manque de ressources financières est un obstacle majeur à l'utilisation des autres structures de santé par les personnes déplacées, qui n'ont souvent pas les moyens de payer les consultations et les médicaments.

Le transport des patients des centres de soins primaires vers les centres de référence secondaires et tertiaires devient également de plus en plus difficile en raison des problèmes de sécurité et de la dégradation de la qualité de la RN2. Les centres de santé de la zone de santé de Minova, en particulier, font état d'une incapacité à répondre aux besoins ainsi que de cas de malnutrition chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes.



Dans de nombreuses zones de Kalehe, les activités scolaires ont été temporairement suspendues en raison de la dégradation de la situation sécuritaire. Dans certaines parties de la zone situées à l'intérieur des terres, outre les dommages causés aux infrastructures, de nombreuses écoles primaires ne fonctionnent pas en raison de l'occupation des salles de classe par les personnes déplacées.

L'accès à l'école dans les zones côtières de Kalehe devient de plus en plus difficile, tant pour les personnes déplacées que pour la communauté d'accueil. Dans un grand nombre de villages, les écoles sont également devenues des centres collectifs accueillant les personnes déplacées arrivées depuis le début du mois de mai.



Dans le contexte de la crise actuelle, la communauté déplacée est exposée à divers risques de protection dans les zones de refuge. Il s'agit notamment du risque de projectiles provenant des zones de combat, de la violence des individus armés et du recrutement forcé d'hommes et de garçons dans des groupes armés et des forces d'autodéfense. Les femmes et les filles déplacées courent un risque particulièrement élevé d'abus sexuel et de violence basée sur le genre dans les centres collectifs.

Les activités de suivi des urgences de la DTM en RDC sont soutenues par :



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN